



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 15 février 2013

Unité Territoriale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV6

Affaire suivie par : Julie BENOIT
N/Référ : JB, n° 2013/156

Téléphone : 05 61 15 39 92
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : julie.benoit@developpement-durable.gouv.fr

Objet: Société ENVIE 2E Midi Pyrénées SAS à Portet-sur-Garonne

Dossier de demande d'autorisation d'exploiter (extension)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

Par transmission du 7 décembre 2011, Monsieur le Préfet a adressé à l'Inspection des installations classées le dossier de demande d'autorisation visé en objet. Il s'agit d'une version complétée du dossier déposé par la société ENVIE 2E le 15 juin 2011.

Ce dossier doit permettre à l'Inspection des installations classées de disposer d'éléments caractérisant les effets potentiels de l'installation sur l'environnement (étude d'impact) et les risques potentiels (étude de dangers), afin de pouvoir apprécier la situation et de prescrire ensuite des mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Il a également pour objet d'informer les différentes parties prenantes, par le biais de l'enquête publique (tiers, associations, commissaire enquêteur) ou par le biais d'une consultation pour avis (conseils municipaux, services de l'état) afin qu'elles appréhendent les caractéristiques du projet, l'importance de l'impact du projet sur l'environnement et le voisinage et les mesures de prévention prévues par le demandeur.

Le présent rapport est destiné à présenter la demande, à faire la synthèse des avis exprimés tant au cours de la procédure consultative que de l'enquête publique et à proposer aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques les prescriptions techniques qu'il convient d'imposer à la société.

1 1 CARACTÉRISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

1.1 Installations classées et régime

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Régime actuellement autorisé	Régime du projet	Portée de la demande
2711-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur à 1000 m ³	Déclaration 750 m3	Autorisation Capacité maximale : 2150 m³ (DEEE* entiers : 1150 m ³ DEEE démantelés : 1000 m ³)	Augmentation de la surface dédiée à l'activité
2790-2	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10, 2.Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	Activité anciennement classée sous la rubrique 2711 pour l'activité de désassemblage	Autorisation Démantèlement des écrans, PAM** et des DEEE d'origine professionnelle enlèvement fluides frigorigènes, huiles minérales, tubes cathodiques, condensateurs, batteries, plastiques contenant des RFB*** ; broyage des PAM	Augmentation de la capacité de traitement et mise en place d'une chaîne de démantèlement des petits appareils en mélange (PAM)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités étant : 1) Supérieure ou égale à 10 t/j	Activité anciennement classée sous la rubrique 2711 pour l'activité de désassemblage	Autorisation Démantèlement des écrans, PAM et des DEEE d'origine professionnelle enlèvement fractions métalliques, plastiques ne contenant pas des RFB, Quantité maximale de déchets traités : 30 tonnes/jour.	Augmentation de la capacité de traitement et mise en place d'une chaîne de démantèlement des petits appareils en mélange (PAM)

1180-2-b	Dépôt de composants, d'appareils et de matériels imprégnés usagés ou de produits neufs ou usagés. La quantité totale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 litres, mais inférieure à 1 000 litres	/	<i>Déclaration</i> 60 radiateurs en caisse-palettes soit : 375 litres	Nouvelle installation
----------	--	---	--	-----------------------

* DEEE : déchets d'équipements électriques et électroniques

**RFB : retardateur de flammes bromés

***PAM : Petits Appareils en Mélange

La société ENVIE 2E Midi Pyrénées SAS dispose actuellement d'un récépissé de déclaration du 1^{er} septembre 2009 pour l'exploitation d'un centre de transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut, avec un volume maximum d'équipements électriques et électroniques entreposé de 750 m³.

1.2 Description de l'établissement, historique administratif et contexte du projet

La société ENVIE 2E Midi Pyrénées SAS exploite depuis octobre 2009, un centre de transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut, au 19/21, avenue du Bois Vert, ZI du Bois Vert à Portet-sur-Garonne. Elle est autorisée à stocker un volume maximum d'équipements électriques et électroniques (DEEE¹) de 750 m³.

La société emploie environ 47 personnes. L'augmentation de l'activité devrait générer 6 emplois supplémentaires. L'établissement fonctionne du lundi au samedi de 8 h à 13h et de 14h à 18h.

Le site occupe une surface totale d'environ 15 500 m² et comprend un bâtiment principal, agencé en 3 entrepôts distincts avec une plateforme en prolongement des bâtis, pour les zones de circulation et d'accès aux bâtiments.

L'exploitant souhaite augmenter son activité et mettre en place une chaîne de démantèlement des petits appareils en mélange (PAM²). Cette chaîne permettra d'extraire les éléments tels que condensateurs, piles lithium, disques durs, cartes électroniques, transformateurs, ferrailles, plastiques, déchets industriels banals, essence et gasoil, huiles.

Dans le cadre de l'extension de son activité, la société ENVIE 2E Midi Pyrénées SAS va désormais utiliser l'aile Ouest du bâtiment jusqu'à présent inexploitée, pour réorganiser son activité de démantèlement de PAM à l'intérieur de celle-ci.

Les activités exercées par la société ENVIE 2E Midi Pyrénées SAS seront donc :

- la collecte et l'apport de DEEE sur le site de Portet-sur-Garonne, où ils y seront pesés ;

1 DEEE : Déchets d'équipements fonctionnant grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques, ainsi que les équipements de production, de transfert et de mesure de ces courants et champs, conçus pour être utilisés à une tension ne dépassant pas 1000 volts en courant alternatif et 1500 volts en courant continu » - Directive 2002/96/CE

2 Petits Appareils en Mélange (PAM) : aspirateur, fer à repasser, magnétoscopes, matériel musical...

– le regroupement sur site des Grands Électroménagers Froids et Hors Froids (GEM F et HF), en vue d'un traitement vers d'autres sites ;

– le démantèlement des écrans, PAM, DEEE professionnels³.

L'activité projetée prévoit également l'enlèvement des fluides frigorigènes des DEEE professionnels de type climatisation, réfrigérateurs et vitrine froid. Cette activité sera ponctuelle et seuls les GEM Froid professionnels seront dépollués et démantelés sur le site. Les autres GEM F et GEM HF sont traités sur d'autres sites.

Le projet prévoit que les surfaces utilisées au sein du bâtiment (surface totale de 6 570 m²) soient utilisées de la manière suivante :

- l'entrepôt, situé coté Est de 1 920 m², est dédié au démantèlement des écrans, avec chaîne de démantèlement des écrans et diverses zones de stockage. La partie Nord de cet entrepôt est équipée d'une rampe d'accès et de 100 m² pour les bureaux et sanitaires ;
- la zone centrale du bâtiment, de l'ordre de 2 000 m², comprend :
 - accueil, bureaux, sanitaires sur 300 m² sur la partie Nord ;
 - la zone centrale est utilisée pour regrouper les DEEE Eco-systèmes (à l'exception des PAM). Cette zone occupe 900 m² et dispose d'une rampe d'accès ;
 - la partie Sud accueille la zone de démantèlement des DEEE professionnels (800 m²) et diverses zones de stockage de DEEE et DEEE démantelés.
- l'entrepôt situé coté Ouest de 2 650 m² est dédié aux PAM. Cette partie du bâtiment accueille la future chaîne de traitement des PAM ainsi que les zones de stockage des PAM et des DEEE démantelés issus du traitement des PAM.

Les zones de stockage des DEEE et de conditionnement des DEEE issus du démantèlement en vue des expéditions s'effectuent à l'intérieur du bâtiment.

Seuls les stockages de ferrailles et DIB issus du démantèlement des écrans et DEEE professionnels sont stockés à l'extérieur du bâtiment (zones L et N).

L'essence, gasoil et les huiles issus du démantèlement des PAM sont également stockés, dans des fûts de 200 litres, à l'extérieur du bâtiment et sur rétention (zone 3).

Des radiateurs d'huiles susceptibles de contenir des PCB peuvent également transiter sur le site (stockage en zone 4). Ils seront stockés dans des caisse-palettes étanches.

La plate-forme accueille les zones suivantes :

- l'aire de pesée équipée d'un pont bascule,
- 2 rampes d'accès au bâtiment,
- des aires de stationnement,
- le reste de sa surface étant dédié à la circulation des véhicules.

Le plan du site et la présentation des quantités et modes de stockage des DEEE est annexé au projet d'arrêté préfectoral proposé.

³ Les DEEE « professionnels » sont les DEEE d'entreprises type climatiseurs, réfrigérateurs, vitrine froid, matériel informatique (écrans, ordinateurs, unités centrales, imprimantes, photocopieurs, claviers etc).

1.3 Environnement du site

L'établissement est situé au Nord Ouest de la commune de Portet-sur-Garonne, dans la zone industrielle du Bois Vert et les riverains les plus proches exercent essentiellement des activités industrielles ou commerciales :

- au Sud, les entreprises SAMAT et IVECO respectivement entreprise de transport routier et garage pour véhicules poids lourds ;

- à l'Ouest, l'entreprise FELIX SAS, spécialisée dans le traitement des métaux ;

- au Nord, après avoir traversé l'avenue du bois vert, on trouve un bassin de rétention, un bois et Adonis IESCA qui est un établissement d'enseignement supérieur privé ;

- à l'Est, des terrains en friche puis l'autoroute A64.

A 150 mètres au Nord Ouest des limites de propriété d'Envie 2E se trouve la société LINDE GAZ, établissement classé SEVEO seuil haut. Cette usine fabrique des gaz de l'air, de l'acétylène, de l'oxygène et différents comburants. D'après l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2010 prescrivant le plan de prévention des risques technologiques de la société Linde Gaz, l'entreprise ENVIE 2E est située dans le périmètre d'étude du plan. Des effets toxiques et de surpression sont les risques encourus. Ce plan est actuellement en cours de réalisation.

La gare ferroviaire de Portet Saint Simon est située à 625 m environ du site. Il existe un terrain de moto cross à 1,25 km au nord. Le centre ville de la commune est situé à 2 km à l'Est du site.

Les habitations les plus proches se situent à 230 mètres au Sud Ouest et 300 mètres au Sud Est du site.

1.4 Compatibilité avec les plans et schémas

Le terrain est situé en zone UEi du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Portet-sur-Garonne, arrêté le 4 juillet 2006, approuvé par décision du conseil municipal le 21 août 2007. Une première modification a ensuite été approuvée le 22 avril 2011 par décision du conseil municipal. Le secteur UEi a été aménagé dans les années 60 après avoir fait l'objet d'un premier schéma d'ensemble à caractère industriel. Il regroupe des activités diverses sous forme notamment de grands entrepôts.

Les installations classées sont notamment admises sur ce secteur : « les installations classées pour la protection de l'environnement ne sont autorisées qu'à condition qu'elles soient compatibles avec le milieu environnant. »

2 PRÉSENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

2.1 Sites et paysages

L'établissement est implanté dans une zone industrielle, il est situé en dehors de toute zone de protection ou secteur d'intérêt patrimonial, et dans un environnement constitué principalement par des entreprises et des entrepôts.

On peut rappeler qu'aucune nouvelle construction de bâtiment n'est prévue.

2.2 Biodiversité

Le volet naturaliste de l'étude d'impact est basé sur une analyse bibliographique générale. Il met en évidence la présence de milieux naturels sensibles suivants à proximité :

– des zones d'intérêt communautaire (NATURA 2000) : « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste » en tant que Site d'Intérêt Communautaire et Zone Spéciale de Conservation (ZSC) et « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac » en tant que Zone de Protection Spéciale (ZPS) ; de plus la quasi-totalité des points d'eau situés à 1 km au Sud Est de la zone industrielle font partie du site Natura 2000 « vallée de la Garonne » qui s'étend de Muret (31) à Moissac (82) ;

– des arrêtés préfectoraux de protection de biotope : la Garonne et l'Ariège s'écoulant du Sud vers le Nord ouest et passant à 2 km à l'Est du site et le Palayre est situé en bord de Garonne à 4,5 km au Nord Est de d'entreprises ;

– zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique :

- la gravière de Bourtouloumery à 750 m au Sud (ZNIEFF type 1),
- le bois et ripisylve de château Berthier situé à 2 km au Sud Est (ZNIEFF type 1) ,
- la moyenne vallée de la Garonne à 2 km à l'Est du site (ZNIEFF type 2),
- la confluence Garonne – Ariège ou Ramiers de Portet à 2,5 km à l'Est (ZNIEFF type 1),
- le vallon de Ramade ou vallon du pont d'Auzil situé à 3,5 km à l'Est (ZNIEFF type 1),
- la Palayre situé en bord de Garonne à 4,5 km au Nord Est (ZNIEFF type 1).

Le site est implanté sur zone naturelle protégée, la Zone d'Intérêt et de Conservation des Oiseaux (ZICO) : « Vallée de la Garonne : Palayre et environs ».

Une évaluation des incidences sur les sites NATURA 2000 situés à proximité est annexée au dossier. En terme d'incidences du projet, il ressort que :

– il n'y a pas destruction ou détérioration d'habitat (milieu naturel) ou habitat d'espèce (type d'habitat et surface), car l'entreprise est située dans un zone industrielle depuis 2009. Elle ne constitue pas de zone de nichage, ni de repos, ni de nourrissage pour les espèces recensées, et ne recoupe aucun des habitats recensés dans les fiches techniques de la ZSC « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste » et de la ZPS « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac ».

– il n'y a pas destruction ou perturbation d'espèces, car il n'y a pas de relation hydraulique entre l'entreprise et la ZPS ou la ZSC, puisque d'une part la zone industrielle est munie de réseaux communaux de type séparatifs et d'autre part le site est situé en aval hydraulique. Il n'y a donc pas de risque d'impact via les réseaux d'eau. De plus, la zone industrielle ne représente pas d'intérêt écologique pour l'avifaune (nourrissage ou nidification).

Le projet n'est pas de nature à affecter de façon notable un site Natura 2000.

2.3 Eau

L'établissement est implanté à 2 km de la Garonne et l'Ariège.

A 250 m au Nord Ouest s'écoule le cours d'eau de la Saudrune. Celui-ci rejoint la Garonne 4 km plus bas au niveau du grand Ramier à Portet-sur-Garonne.

2.3.1 Impact sur la ressource en eau

Le site est alimenté en eau par le réseau potable de la ville de Portet-sur-Garonne.

L'eau est utilisée principalement pour les besoins de type sanitaire (eau de consommation, lavabos, toilettes...). L'entreprise n'effectue pas d'opération de lavage sur le site.

La consommation entre le 31/12/2009 et le 21/11/2010 était de 635 m³. En partant d'une base de 257 jours de fonctionnement par an, à raison de 47 personnes sur le site et d'une consommation d'eau de 60 litres/jour/personnes, la consommation d'eau s'élève à environ 725 m³/an. L'augmentation d'activité devrait déboucher sur 6 embauches, ce qui engendrerait une augmentation de la consommation en eau de l'ordre de 93 m³/an.

2.3.2 Gestion des eaux pluviales

Actuellement les eaux pluviales issues des toitures sont rejetées dans le réseau communal des eaux pluviales et dans un puits d'infiltration. Les eaux pluviales de ruissellement s'écoulent gravitairement vers le réseau communal et vers 2 puits d'infiltration Nord et 2 puits d'infiltration Nord Ouest et Sud Ouest.

Le projet prévoit de déconnecter les puits d'infiltration du réseau d'eaux pluviales, interne au site. Ainsi, plus aucun rejet ne sera effectué dans des puits d'infiltration.

Le projet prévoit de mettre en place un réseau de collecte et un bassin de rétention pour la récupération des eaux pluviales du site. Ces eaux seront rejetées, après traitement, dans le réseau communal des eaux pluviales.

Le plan local d'urbanisme indique que «les installations industrielles ne doivent rejeter dans le réseau public d'eaux pluviales que des effluents totalement pré-épurés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, et uniquement après avis des services techniques concernés». Le projet est donc compatible avec le PLU sur ce point particulier.

L'exploitant a justifié qu'il avait demandé une autorisation de rejet dans le réseau public d'eaux pluviales à la mairie de Portet.

2.3.3 Gestion des eaux usées

Les eaux sanitaires sont dirigées via le réseau communal de collecte des eaux usées vers la station de traitement de Portet-sur-Garonne.

L'entreprise ne génère pas d'eaux industrielles ou de procédés.

2.4 Air

L'impact du site sur l'air est lié aux rejets provenant des activités de transports (engins de manutention de l'entreprise et camions effectuant le transport des déchets).

Il n'existe pas d'installation de combustion sur le site.

Dans le dossier, l'entreprise estime que la nouvelle activité devrait engendrer une augmentation d'environ un tiers de l'utilisation des camions (fonctionnant au gasoil). Les émissions de gaz de combustion liés au trafic des camions seraient de l'ordre de 157 tonnes/an de CO₂ (au lieu de 118 tonnes rejetées en 2010).

L'entreprise a estimé que la consommation de GPL, utilisé dans les chariots élévateurs, devrait augmenter. L'émission liée à la consommation de GPL par l'entreprise représente un rejet annuel de l'ordre de 21,7 tonnes de CO₂ pour l'année 2010 et sera de l'ordre de 33 tonnes pour les années à venir.

En prévision de la nouvelle activité liée au PAM, l'entreprise se dotera d'un chariot élévateur télescopique fonctionnant au gasoil. Cet engin générera un rejet annuel de 26,2 tonnes/an de CO₂.

Pour les années à venir, les émissions de CO₂ liés à l'utilisation des camions et engins de manutention de l'entreprise devraient atteindre un maximum de 216 tonnes de CO₂.

Ces rejets liés à l'activité d'ENVIE 2E représenteront une faible fraction des rejets de CO₂ émis dans le département, équivalents aux rejets de 28 habitants.

L'impact supplémentaire, lié à l'augmentation de l'activité correspond aux rejets de 10 habitants.

ENVIE 2E réalise l'enlèvement des fluides frigorigènes des DEEE professionnels de type climatisation, réfrigérateurs et vitrine froid. La manipulation des fluides frigorigènes sera réalisée par du personnel formé et avec du matériel adapté de façon à éviter les fuites de fluides frigorigènes à l'atmosphère.

L'impact des rejets atmosphériques est considéré comme négligeable par l'exploitant.

2.5 Bruit

Les principales sources d'émission de bruit sur le site sont la circulation des camions et des engins de manutention.

Une campagne de mesures acoustiques a été réalisée le 20 juillet 2010. Elle conclut que les niveaux sonores relevés en limite de propriété respectent la réglementation en vigueur ainsi que sur la zone à émergence réglementée la plus proche (entreprise FELIX SAS).

2.6 Déchets

La nature, les flux et les filières d'élimination des déchets produits par le site sont détaillés dans le tableau suivant :

Catégorie	flux	Filière d'élimination
Déchets verts issus de l'entretien des espaces verts	1 tonne/an	Valorisation matière
Cartons	6 tonnes/an	Recyclage papiers
Déchets industriels banals	175 tonnes/an	Centre d'enfouissement Incinérateur
Autres déchets de maintenance (filtres, néons, absorbants souillés, aérosols...)	Quantités faibles	Valorisation et élimination

Les déchets de fonctionnement sont triés et dirigés vers des filières d'élimination adaptées en vue de leur valorisation ou de leur élimination.

2.7 Santé

Une étude sur les risques pour la santé des populations est intégrée au dossier de demande d'autorisation.

Les populations considérées comme exposées sont les riverains situés à 230 mètres au Sud Ouest et 300 mètres au Sud Est et les entreprises situées dans le voisinage de la société (cf. paragraphe 1.3).

L'étude conclut que le site ne présente pas de risque significatif pour la population voisine en condition normale et anormale de fonctionnement.

Lors des étapes de démantèlement, le risque provient de l'exposition à des substances chimiques dangereuses. L'ensemble du démantèlement des DEEE s'effectue dans l'entrepôt.

De plus, il n'y a pas d'opération de dépollution des tubes cathodiques et la dépollution des climatiseurs issus des DEEE professionnels sera effectuée avec du matériel adapté et par du personnel formé et agréé. Aucune opération de démantèlement n'est effectuée pour les autres GEM Froid.

Les sources potentielles de danger sur la santé sont essentiellement les composés nocifs que l'on trouve dans le cadre des séparations de démantèlement des DEEE, soit :

- les piles et accumulateurs,
- les condensateurs contenant du PCB et PCT,
- les composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs, les lampes fluorescentes, les thermostat, les capteurs, les relais et commutateurs.

Les poussières pouvant être inhalées proviennent des poussières accumulées dans les appareils au cours du temps.

L'analyse des différents effets sur la santé des rejets liquides, atmosphériques, de l'impact sonore des activités et des déchets produits par le site conclut qu'aucune source issue des activités de la société ENVIE 2E ne sera de nature à provoquer des effets sur la santé des populations environnantes.

2.8 *Pollution du sol et de la nappe*

Suite à la précédente activité industrielle exercée par la société Augros Packaging Métal jusqu'en septembre 2006 (fabrication d'emballages métalliques légers), des travaux de dépollution ont été mis en œuvre.

Afin de rendre compatible l'état de pollution du site avec une activité industrielle, Monsieur Lafitte, propriétaire du terrain, a mandaté la société Valgo pour procéder aux travaux de dépollution.

Une phase préalable de diagnostic a été réalisée en 2009. Ces investigations ont montré :

- la présence d'un panache de pollution des eaux souterraines par du perchloréthylène (PCE) au droit du bâtiment à l'extérieur ;
- la présence de PCE dans l'air ambiant à l'intérieur du bâtiment ;
- la présence de PCE et de trichloroéthylène (TCE) dans les gaz du sol.

Les solutions de réhabilitation mises en œuvre ont été les suivantes :

- traitement de la nappe souterraine par déchloration réductrice (injection d'EHC) ;
- mise en place d'un dispositif de type Venting afin de traiter les gaz du sol impactés par le dégazage de la nappe.

Ces travaux effectués en 2009 et 2010 ont permis d'atteindre l'objectif de dépollution à savoir que les mesures sur l'air ambiant à l'intérieur du bâtiment ne révèlent aucune valeur supérieure à la limite de détection des appareils de mesures du laboratoire. Cependant, au niveau des gaz du sol, une pollution résiduelle est encore présente.

L'analyse des risques résiduels complémentaire, réalisée en mars 2010 par Dekra Conseil HSE, a permis de valider les traitements mis en place et ainsi valider l'objectif de dépollution du site, à savoir rendre compatible l'état de pollution du site avec l'usage qui en est fait. Dekra Conseil HSE recommande toutefois la poursuite d'un suivi de la qualité des eaux souterraines, pour les COHV à l'issue du traitement afin de s'assurer de l'efficacité de ce dernier dans le temps.

Le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines et des gaz du sol de mars 2011 a été transmis. Il conclut que la surveillance des eaux souterraines doit être maintenue à une fréquence semestrielle (hautes eaux et basses eaux) et la surveillance des gaz du sol à une fréquence annuelle.

Le projet d'arrêté préfectoral impose des dispositions relatives à la surveillance des eaux souterraines et des gaz des sols. Des dispositions pour une partie du site ont également été ajoutées notamment pour que des précautions soient prises par l'exploitant en cas de travaux, de d'affouillements ou de creusements dans cette partie du site.

3 PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS / RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT

3.1 *Identification des dangers*

3.1.1 Accidentologie

L'analyse des accidents survenus dans des installations similaires ou ayant un lien avec l'électronique, sur la période du 1er janvier 2000 au 1er janvier 2010, a conduit à identifier 76 accidents recensés dans la base de données ARIA du Ministère en charge de l'Environnement :

- 60% d'incendie,
- 25% de fuite ou déversement de produits chimiques dangereux présents dans les entreprises,
- 10% d'anomalie électronique ou défaillance technique,
- 5% d'autres causes telles que les coupures d'électricité, les inondations...

3.1.2 Potentiels de dangers liés aux produits utilisés et aux activités exercées

Les dangers liés aux produits sont examinés dans l'étude de dangers. Il ressort de cette analyse que les principaux risques liés aux produits proviennent principalement :

- du caractère extrêmement inflammable de l'essence issu du démantèlement des DEEE,
- du caractère extrêmement inflammable du GPL servant à l'alimentation des 3 chariots élévateurs,
- du caractère dangereux ou toxiques des liquides contenus dans certains DEEE.

Une cuve de gasoil de 2 m3 devrait être mise en place notamment pour l'alimentation du chariot télescopique.

Les principaux risques liés aux installations et procédés, sont les suivants :

- l'incendie des DEEE composés de matières combustibles (matières plastiques) et matériaux combustibles issus du démantèlement ,
- l'incendie des stockages de gasoil et de produits liquides combustibles/inflammables,

- la fuite accidentelle de liquides dangereux contenus dans les DEEE et les matériaux issus du démantèlement (huiles, liquide contenu dans batteries par exemple),
- la fuite accidentelle de la cuve de gasoil ou des bidons de stockage de liquides dangereux.

3.1.3 Analyse des risques / scenarii retenus

Une analyse des risques a été réalisée dans l'étude de dangers conformément à l'arrêté ministériel du 29/09/05 relatif à « *l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation* ».

Cette analyse, réalisée sans tenir compte des mesures de maîtrise des risques en place dans l'établissement, met en évidence les phénomènes dangereux suivants :

- incendie causé par un départ de feu dans la zone de stockage des GEM Froid (24 % de polymères – en moyenne les plastiques représentent 13 % du poids total des DEEE) (zone B),
- incendie causé par un départ de feu dans la zone de regroupement des écrans (zone C1),
- incendie causé par un départ de feu dans la zone de regroupement des écrans (zone C2),
- incendie causé par un départ de feu dans la zone de stockage et traitement des écrans (zone E),
- incendie causé par un départ de feu dans la zone de traitement des écrans (zone E1 et E2),
- incendie causé par un départ de feu dans la zone de stockage de PAM (19,5 % de polymères) (zone F),
- incendie causé par un départ de feu dans la zone de stockage et traitement des DEEE PRO (zone H),
- incendie causé par un départ de feu dans la zone de stockage en vrac de plastiques issus du démantèlement des PAM (zone Q).

Le plan du site et la présentation des quantités et modes de stockage des DEEE est annexé au projet d'arrêté préfectoral proposé.

La probabilité et la gravité de ces phénomènes sont ensuite estimées en tenant compte des mesures de maîtrise des risques en place sur le site. Cette analyse conduit au final à identifier l'ensemble des phénomènes dangereux en situation « acceptable » au regard des définitions de l'arrêté ministériel du 29/09/05.

Les principales mesures de réduction des risques mises en place sont les suivantes :

- éloignement des zones de stockage des DEEE les plus combustibles,
- système de détection anti-intrusion et caméra de surveillance, reliées 24h/24h à une entreprise extérieure,
- alarme incendie avec déclencheurs manuels,
- 2 bornes incendie situées avenue du Bois Vert, de débit de 2x60 m3/h,
- réseau de RIA (robinets incendie armés) à proximité des zones de stockage de DEEE ou des extincteurs mobiles de 50 l,
- extincteurs,

- stockages de produits dangereux équipés de rétention,
- exutoires de fumées en toiture,
- confinement des eaux d'extinction d'incendie dans les réseaux d'eaux pluviales internes, le bassin de rétention ainsi que dans le bâtiment ; le bâtiment dispose d'une rétention générale par la mise en place de dos d'âne au niveau des zones d'accès extérieures
- vanne d'obturation en sortie du bassin de rétention pour isoler le site et éviter le rejet d'eaux polluées dans le réseau d'eaux pluviales.

Concernant les 2 derniers points, les travaux de mise en rétention des bâtiments, de réalisation du bassin de rétention, du réseau de collecte des eaux pluviales, des travaux de réfection des sols et de mise en place d'un système de traitement des eaux pluviales seront réalisés dans les mois qui suivront la notification de l'arrêté préfectoral.

Pour modéliser les effets d'un incendie sur les stockages de DEEE, l'étude utilise la base théorique des feux d'hydrocarbures. Ces modélisations sont majorantes puisqu'elles sont basées sur les caractéristiques des nappes d'hydrocarbures.

La modélisation du scénario d'incendie causé par un départ de feu dans la zone de traitement des écrans (zone E1 et E2) a mis en évidence que les effets thermiques correspondant aux effets irréversibles sortent des limites de propriété (de 2 mètres environ) et atteignent le terrain en friche non bâti au Sud Est du site. Cette modélisation a été réalisée sans tenir compte des éventuels effet coupe-feu liés à la présence du mur du bâtiment (constitué de parpaing). De plus, les écrans stockés présentent un faible de taux de matière combustible.

Le positionnement des stockages a été défini de manière à éviter tout effet domino d'un incendie. L'étude définit les distances minimales d'éloignement à respecter entre les stockages de DEEE les plus combustibles (stockages de GEM froid, stockages de PAM, stockages de plastiques vrac, stockages d'écrans, stockage des DEEE professionnels).

Le projet d'arrêté préfectoral reprend les distances minimales d'éloignement à respecter entre les stockages de DEEE et impose, comme préconisé par le service départemental d'incendie et de secours, des dispositions relatives :

- au traitement de la structure des bâtiments à la peinture intumescente ou par flocage afin de renforcer le plus possible la résistance de ladite structure,
- au système de désenfumage, qui doit avoir des exutoires en nombre et taille suffisants pour permettre l'évacuation rapide des fumées et gaz chauds,
- un réseau de RIA à proximité des zones de stockage de DEEE ou des extincteurs mobiles de 50 litres,
- une réserve artificielle d'eau de 120 m3 minimum.

L'inspection considère donc que cette situation est acceptable.

3.1.4 Besoins en eaux pour l'extinction d'un incendie et gestion des eaux incendie

Le dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie a été déterminé avec la méthode du CNPP décrite dans le document technique D9 «défense extérieure contre l'incendie» guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau (édition de septembre 2001).

Les activités et les stockages ont été classés dans la catégorie « industries électriques » (fascicule G du document technique D9). L'étude a retenu comme surface de référence une zone de stockage de PAM de 480m2 (correspondant à la somme des différents stockages réalisés dans le bâtiment Ouest). Elle a également évalué les besoins en eaux avec comme surface de référence une zone d'activité de 2200 m2 pour le démantèlement des PAM.

L'activité et le stockage étant situés au sein du même bâtiment, la somme des besoins en eau de l'activité et du stockage a été effectuée. Ainsi, un volume d'eau pour la lutte contre un incendie de 2 heures a été estimé à 300 m³ par Envie 2E.

Il existe 2 bornes incendie situées à proximité du site, de débit théorique de 2x60 m³/h. Une réserve supplémentaire de 60 m³ sera assurée via le bassin communal de rétention d'eau non potable situé en face de l'entreprise ou via le futur bassin de rétention du site.

Pour contenir les eaux incendie, Envie 2E prévoit la mise en place, au niveau des passages donnant vers l'extérieur du bâtiment, de seuils surélevés par rapport au niveau du sol du bâtiment afin de réaliser un volume de rétention au niveau du bâtiment.

Le futur réseau interne des eaux pluviales, sur-dimensionné, et le bassin de rétention permettront également de confiner sur site les eaux d'extinction incendie.

4 CONSULTATION ADMINISTRATIVE ET ENQUÊTE PUBLIQUE

4.1 Consultation administrative

• Avis du Conseil municipal de Portet-sur-Garonne

Lors de sa séance du 6 juillet 2012, le Conseil municipal a émis un **avis favorable**.

• Avis du Conseil municipal de Roques-sur-Garonne

Lors de sa séance du 5 juillet 2012, le Conseil municipal a émis un **avis favorable** sous réserve que « *la réglementation en vigueur en la matière soit strictement respectée* ».

• Avis du Conseil municipal de Villeneuve-Tolosane

Lors de sa séance du 5 juillet 2012, le Conseil municipal a émis un **avis favorable**.

• Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT) - Service Gestion des Territoires

Par courrier en date du 21/06/12, le Service Gestion des Territoires de la DDT détaille les prescriptions du PLU applicables et indique qu'elles sont respectées. En conclusion, il a émis l'avis suivant :

« (...) ce bâtiment, situé hors zone inondable, respecte actuellement les règles d'urbanismes. La réalisation de la chaîne de démontage de petit appareil en mélange (PAM) à l'intérieur du bâtiment est également conforme. Quant au dispositif d'assainissement d'eaux pluviales projeté, il respecte les prescriptions du PLU. »

• Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne (SDIS) – Groupement prévention Service Prévention des Risques

Par courrier en date du 29/06/12, le Service Départemental d'Incendie et de Secours a émis un avis favorable. Il préconise toutefois la réalisation de prescriptions portant notamment sur la résistance au feu du bâti, les exutoires de fumées, l'alarme sonore, l'interrupteur général d'électricité, les besoins en eaux, la capacité de rétention des eaux incendie.

Cet avis a été complété par mail du 14/02/2013 dans lequel le SDIS préconise des mesures compensatoires notamment concernant le renforcement de la structure des bâtiments par traitement à la peinture intumescence ou par flocage.

• Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT) - Service Environnement, Eau et Forêt – Unité Service police de l'eau

Par courrier en date du 30/07/12, le Service Environnement, Eau et Forêt de la DDT a émis l'avis suivant :

« Concernant les eaux pluviales, le projet prévoit la déconnection des puits d'infiltration et la création d'un dispositif de traitement avant rejet au réseau communal et d'un bassin de rétention. Ce dispositif doit être muni d'une possibilité d'isolement et de stockage d'une pollution accidentelle éventuelle transitant par ces réseaux avant évacuation et traitement dans un centre agréé. Les puits d'infiltration ou puisards doivent être réhabilités dans les règles de l'art ; le maître d'ouvrage devra informer l'administration avec les éléments techniques justificatifs nécessaires. »

• Avis de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de midi-Pyrénées (DIRECCTE) – Service Inspection du travail

Par courrier en date du 6/07/12, le service de l'Inspection du travail a émis un **avis favorable**.

• Avis de la Direction régionale des affaires culturelles Midi-Pyrénées

Par courrier en date du 24/05/12, la Direction régionale des affaires culturelles Midi-Pyrénées a émis l'avis suivant :

*« Après examen du dossier, je vous informe que le projet envisagé ne me conduit pas à édicter des prescriptions au titre du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004. Par conséquent, **rien ne s'oppose**, pour ce qui est du domaine de l'archéologie préventive, à la **réalisation des travaux projetés**, sans préjudice des dispositions relatives aux découvertes fortuites prévues par le code du patrimoine, livre V. »*

4.2 Enquête publique

Une enquête publique a été organisée du 30/05/12 au 29/06/12, sur le territoire de la commune de Portet-sur-Garonne.

Personne n'est venu consulter ou discuter le projet de la Société ENVIE 2E. Aucune observation n'est relevée dans le registre d'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a émis un **avis favorable** au projet, le 26 juillet 2012. Cet avis est assorti des recommandations suivantes :

- *bien respecter les consignes du SDIS puisque le risque majeur est l'incendie,*
- *vérifier sur le site le raccordement des eaux rejetées suivant leur qualité : eaux pluviales, eaux usées ainsi que l'étanchéité des zones à risque et des cuvettes de rétention des produits dangereux pour l'environnement,*
- *mettre en place une convention de raccordement des effluents rejetés aux réseaux d'assainissement avec la mairie de Portet-sur-Garonne. »*

4.3 Réponses apportées par l'exploitant aux consultations

Les différents avis émis au cours de la consultation des services ont été transmis à l'exploitant le 31 août 2012 qui a apporté par courrier en date du 19 septembre 2012 les principaux éléments de réponse suivants :

- Avis du SDIS :

L'exploitant a pris en compte les recommandations du SDIS. Concernant la résistance au feu des bâtiments l'exploitant indique que *« l'étude de dangers détaille les effets thermiques pour les différentes simulations d'incendie. Les résultats montrent qu'en respectant le positionnement et les distances de sécurité entre les stockages, aucune conséquence et aucun effet domino n'est à craindre à l'extérieur du site. »*

- Avis du service Police de l'Eau :

L'exploitant indique que « le bassin sera muni d'une vanne d'obturation permettant de contenir les eaux potentiellement polluées et que l'entreprise s'engage à informer l'administration concernant la déconnection des puits d'infiltration. »

- Avis du commissaire enquêteur :

L'exploitant indique que

- «L'entreprise s'engage à respecter les consignes du SDIS.
- Le raccordement des eaux pluviales sera revu lors des travaux sur les réseaux, décrits dans le dossier de demande d'autorisation.
- La convention de raccordement des effluents rejetés est en cours d'élaboration par la mairie de Portet et la SAUR».

5 AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'exploitant a répondu aux différentes observations soulevées lors de la procédure d'enquête publique et lors de la consultation des services et conseils municipaux.

Les principales mesures de maîtrise des impacts et des risques associés aux installations présentées dans le dossier et mises en évidence lors de cette procédure ont été intégrées au projet d'arrêté préfectoral joint en annexe de ce rapport. Les dispositions constructives relatives à la résistance au feu de la structure des bâtiments, recommandées par le SDIS, sont reprises dans le projet d'arrêté.

Les mesures proposées par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation et les dispositions spécifiées dans le projet d'arrêté permettent de respecter les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

6 CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de donner une suite favorable au dossier de demande d'autorisation transmis par la société ENVIE 2E à Portet-sur-Garonne, et de soumettre pour avis le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe de ce rapport aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

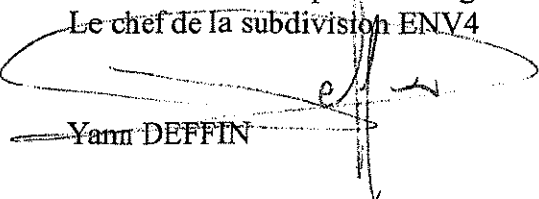
L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable à ce projet.

l'Inspecteur des Installations Classées



Julie BENOIT

Vérifié, et validé le 15 février 2013
Pour le DREAL et par subdélégation
Le chef de la subdivision ENV4



Yann DEFFIN

